



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 30 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT (IPEL)

ZI Nord - BP 78
2 rue Paul Sabatier
71100 Chalon-sur-Saône

Références : FC/MB/2023/L_371
Code AIOT : 0005401698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT (IPEL) implanté ZI Nord - 2 rue Paul Sabatier BP 78 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du PPC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT (IPEL)
- ZI Nord - 2 rue Paul Sabatier BP 78 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

International Paper Emballage Laurent est spécialisé dans la fabrication d'emballages dans les segments de l'industrie, de l'agroalimentaire, des boissons et des fruits et légumes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution de l'eau
- Gestion des suites de la précédente visite

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
6	Nature des installations	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective	AM du 02/02/1998, article 34	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
2	Incident / Accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Susceptible de suites
3	Collecte des effluents liquides	AM du 02/02/1998, article 4	Susceptible de suites
4	Collecte des effluents liquides	AM du 02/02/1998, article 19	Susceptible de suites
5	Prévention de la pollution des eaux	AM du 02/02/1998, article 10	Susceptible de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, les données d'autosurveillance des rejets d'eaux usées industrielles sont en quantités suffisantes pour confirmer que les Valeurs Limites d'Émission (eaux industrielles) fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaires du 12 janvier 2023 sont globalement respectées (en fonctionnement normal des installations et dans leur configuration actuelle). Des mesures sont prévues par l'exploitant pour poursuivre l'amélioration des performances de sa station. Une demande de révision de certaines VLE fixées sur les macro polluants a également été adressée par l'exploitant à l'inspection.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 janvier 2023 sont considérées comme respectées dans leur ensemble. La mise en demeure est donc levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Référence réglementaire : AM du 02/02/1998, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission pour les rejets en milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p>
Constats : <p>RAPPEL DU CONSTAT DE LA PRECEDENTE VISITE : L'analyse des résultats des mesures déclarées dans l'application GIDAF entre décembre 2020 et octobre 2021 indiquent qu'il y a toujours des dépassements réguliers :</p> <ul style="list-style-type: none">• du débit autorisé• de la VLE en MES fixée à 600 mg/l (AM98)• de la VLE en DBO5 fixée à 800 mg/l (AM98)• de la VLE en DCO fixée à 2000 mg/l (AM98)• de la Vle en Azote fixée à 150 mg/l (AM98)• de la VLE en Cu fixée à 0,15 mg/l (AM98)• l'absence de mesures enregistrées pour les mois d'août et septembre 2021 <p>Un dépassement de la somme Fe+Al sur la période, 3 dépassements de la VLE en Zn entre décembre et février (retour à la normale depuis).</p> <p>Les rejets en sortie de la station de traitement présentent des dépassements réguliers et importants des VLE (AM98) en Cuivre (30 x VLE en février 2021), DBO5 (2,26 x VLE en juillet 2021), DCO (3,8 x VLE en juillet 2021), MES (3,52 x VLE en juillet 2021) et Azote (2,03 x VLE en juillet 2021). [liste des paramètres ou concentration > à 2xVLE]</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection indique sur la base des résultats des mesures déclarées dans l'application GIDAF entre novembre 2021 et octobre 2022 qu'il y a toujours des dépassements réguliers de la VLE en Cu, DCO, DBO5, NGL, Fe+Al et du débit.</p> <p>Non-conformité n°1 : Non-respect de certaines valeurs limites d'émission fixées à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>L'inspection constate également l'absence de résultats de mesures enregistrées pour le mois de juillet, août, septembre et octobre 2022.</p> <p>Non-conformité n°2 : non-respect de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les rejets en sortie de la station de traitement présentent des dépassements réguliers et importants des VLE (AM98) en Cuivre (3 dépassements en novembre 2021, 2 dépassements en décembre 2021), NGL (1 dépassement en novembre 2021, 1 dépassement en décembre 2021) et débit (3 dépassements en février 2022, 1 dépassement en mars 2022, 4 dépassements en avril 2022, 9 dépassements en mai 2022). [liste des paramètres ou concentration > à 4xVLE]</p> <p>NOUVEAU CONSTAT suite à la visite d'inspection du 14/11/2023 : les rapports d'autosurveillance de juin, juillet et août 2023 montrent une amélioration continue de la qualité des rejets en sortie.</p>

Aucun dépassement n'est constaté sur les paramètres "Cuivre" et "débit". Des dépassements ponctuels sont constatés sur le paramètre "NGL" sans que ces résultats de mesure ne dépassent le double de la VLE.

Des dépassements liés à des circonstances exceptionnelles (rupture d'approvisionnement d'un floculant et surdosage de produit de remplacement) sont constatés sur le paramètre "Fe+Al" en juillet et août 2023 et des dispositions ont été prises afin d'éviter de nouveaux dépassements sur ce paramètre.

D'autres dépassements ponctuels sont constatés sur les macro-polluants sans que ces derniers ne dépassent le double de la VLE.

L'exploitant indique ces progrès sont le résultat concret d'un suivi quotidien et de nombreuses actions réalisés au cours des années 2021 et 2022.

Exemple d'actions réalisés :

- Passage des filtrats du filtre presse en tête de station + ajout de complexant -> amélioration du cuivre et Fe+Al,
- Installation d'une cuve tampon de 30m3 -> stockage d'un effluent non conforme pour retraitement avant rejet,
- Mise en place d'une benne de récupération des boues à la place des big bags -> augmentation de la disponibilité de la station pour traitement 24h/24 - 7j/7 ou lieu de 24/5,
- Changement de coagulant et floculant -> amélioration de l'abattement des métaux et du cuivre en particulier.

Les VLE en concentration et en flux étant globalement respectées depuis le mois de juin 2023, il est considéré que les prescriptions de l'arrêté préfectoral mise en demeure du 12/01/2023 sont respectées dans leur intégralité. La mise en demeure est donc levée.

CONSTAT SOLDE

Observations :

Par courrier électronique du 08/11/2023, l'exploitant demande une révision de certaines de ces VLE fixées sur les paramètres DCO, MES et NGL.

Il indique que :

- la station, installée en 2012, n'a pas été conçue pour traiter les paramètres biologiques (DCO, DBO5 et NGL),
- que le rejet est dirigé vers la station de traitement du Grand Chalon,
- que la capacité de cet ouvrage est importante et permet de traiter les paramètres biologiques. Le rapport d'exploitation de la Station du Grand Chalon démontre cette capacité.
- que le concept de sa station a été expliqué et approuvé par les autorités.

Il précise également le jour de la visite que le taux d'abattement de la station du grand Chalon est de 95% pour la DBO5, 93% pour la DCO et 84% pour l'azote.

L'inspection rappelle que l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement.

L'exploitant devra ainsi à minima compléter sa demande en transmettant l'accord du gestionnaire à recevoir les effluents de l'exploitant dans les conditions sollicitées ainsi qu'une mise à jour de la convention de rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incident / Accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69
Thème(s) : Autre, Incident / Accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>RAPPEL DU CONSTAT DE LA PRECEDENTE VISITE : Par courrier électronique du 11/11/12, l'exploitant informe l'inspection des installations classées d'un déversement dans le canal d'eau encreée noire. Les investigations menées font remonter l'origine de ce déversement limité à son réseau d'eaux pluviales. Les réseaux de traitement des eaux encreées étant séparés du réseau d'eaux pluviales, une infiltration potentielle au niveau d'une rétention d'eaux encreées est suspectée. L'exploitant précise intervenir sur cette rétention pour la vider et renvoyer ces eaux sur sa station de traitement des eaux. Il précise que les 2 écluses en amont et en aval du canal ont été fermées et qu'une opération de nettoyage des réseaux d'eaux pluviales menant au canal est également en cours par la société Suez.</p> <p>Par courrier électronique du 14/11/2022, l'inspection indique à l'exploitant la nécessité de procéder dans la mesure du possible à une caractérisation des effluents rejetés qui comprend à minima des analyses sur les paramètres suivis dans le cadre de son arrêté préfectoral ainsi que ceux inscrits dans les fiches de données de sécurité des encres utilisées sur le site.</p> <p>Par courrier électronique du 15/11/2022, l'exploitant complète les informations transmises dans son premier message et indique que des analyses vont être réalisées.</p> <p>L'inspection évoque cet accident le jour de l'inspection :</p> <p>CAUSE : l'exploitant évoque un problème de rétention sans pour autant déterminer avec précision les causes de cet accident.</p> <p>Demande de complément n°1 : procéder à la recherche des causes de la présence d'encre dans le canal et réaliser si besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">- un test d'étanchéité de la rétention ;- un contrôle des réseaux existants pour confirmer la présence ou non d'une connexion entre la rétention et ces réseaux ;- procéder à des opérations de traçage en cas d'infiltration des eaux ;- procéder à des tests de bon fonctionnement des pompes.

<p>CONSEQUENCE : le jour de l'inspection l'exploitant confirme être en attente des résultats d'analyses réalisées et n'est pas en mesure de déterminer avec précision les conséquences de cet accident.</p> <p>Demande de complément n°2 : procéder à la recherche des conséquences de la présence d'encre dans le canal et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre les résultats des analyses réalisées ; - réaliser si besoin des analyses/recherches complémentaires. <p>ENSEIGNEMENTS TIRES : le jour de l'inspection, l'exploitant s'engage à tenir les rétentions systématiquement vides, acheter des ballons obturateurs afin de retenir les eaux à l'intérieur du site et s'engage à réaliser d'autres améliorations en fonctions des causes et conséquences qui seront identifiées.</p> <p>Demande de complément n°3 : compléter les mesures mises en place en fonction des causes et conséquences de l'accident identifiées et informer l'inspection des enseignements tirés de cet accident.</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : L'exploitant développe les causes et les conséquences de cet accident dans un courrier électronique du 23/12/2022. Ces éléments n'appellent pas d'observations de l'inspection le jour de la visite.</p> <p>Dans ce même courrier électronique, l'exploitant indique qu'une inspection par caméra a permis de révéler un endommagement de la canalisation (fissures) et a mis en évidence des traces d'infiltrations/ épanchements de couleur noire . En revanche il n'a pas été constaté de raccord sur cette canalisation.</p> <p>L'exploitant précise qu'un devis est en cours pour réparer le tuyau endommagé par chemisage sur toute la longueur de la canalisation.</p> <p>Le jour de la visite l'exploitant indique que les avis étant partagés, le tuyau endommagé n'a pas été réparé. Il a été privilégié la mise en place d'un système de détection plus performant, la révision de l'état de la pompe et le curage plus important tous les 6 mois des fosses. L'état de ces fosses est vérifié lors de chaque curage.</p> <p>La mise en place de résine epoxy sur certaines fosses a également été réalisée.</p> <p>CONSTAT SOLDE</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : AM du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>RAPPEL DU CONSTAT : dans le cadre de l'accident évoqué le jour de la visite (cf. point de contrôle précédant), l'inspection rappelle la nécessité de respecter la prescription évoquée ci-dessus.</p>

<p>Demande de complément n°4 : justifier qu'aucune liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur n'existe sur le site.</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : A l'exception de la situation accidentelle évoquée dans le point de contrôle précédent, l'exploitant justifie dans son courrier électronique du 23/12/2023 qu'aucune liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur n'existe sur le site.</p> <p>CONSTAT SOLDE</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : AM du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>RAPPEL DU CONSTAT : dans le cadre de l'accident évoqué le jour de la visite (cf. point de contrôle précédent), l'inspection rappelle la nécessité de respecter la prescription mentionnée ci-dessus.</p> <p>Demande de complément n°5 : justifier de l'absence d'infiltration des eaux encrées contenues dans la cuve de rétention et que les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : dans son courrier électronique du 23/12/2022, l'exploitant indique une possible infiltration des eaux encrées contenues dans la cuve de rétention du fait d'un endommagement d'une canalisation.</p> <p>L'exploitant indique le jour de la visite qu'une infiltration de certaines eaux de toiture des bâtiments du site a été constatée. En revanche, il affirme qu'aucune infiltration d'eaux encrées contenues dans la cuve de rétention n'a été constatée suite à une vérification de la canalisation endommagée.</p> <p>CONSTAT SOLDE</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AM du 02/02/1998, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages, rétention, manipulation et transport

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité du(des) réservoir(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

- Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.
- Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).
- Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément aux prescriptions du titre déchet du présent arrêté.
- Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Constats :

RAPPEL DU CONSTAT : dans le cadre de l'accident évoqué le jour de la visite, l'inspection rappelle la nécessité de respecter la prescription mentionnée ci-dessus.

Demande de complément n°6 : justifier que la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et que la vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité.

NOUVEAU CONSTAT : dans son courrier électronique du 23/12/22, l'exploitant a affirmé et justifié que l'origine de l'accident n'était pas liée à l'état de la rétention mais à une canalisation endommagée.

CONSTAT SOLDE
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suite de la précédente visite observation n°1 : Il est rappelé que les modifications notables doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leurs réalisations avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>RAPPEL DU CONSTAT : Par courrier du 24/07/2020, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif à la déclaration d'un stockage de palettes bois.</p> <p>Le 16/12/2021, le compte-rendu du SDIS 71 suite à leur venue sur le site le 05/11/2021 a été transmis à l'inspection. Dans cet avis, des compléments repris ci-dessous sont demandés à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour la défense incendie du stockage de palettes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une proposition de calcul des besoins en eau D9 (guide pratique de juin 2020) pour le stockage extérieur de palettes ; ◦ une mesure de débit simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 ; ◦ une étude des flux thermiques sur l'incendie de stockage de palettes ; ◦ une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ; ◦ une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus. • Pour la défense incendie du bâtiment VIGNA : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une proposition de calcul des besoins en eau D9 (guide pratique de juin 2020) pour le bâtiment ; ◦ une mesure de débit simultanée des PI n°CHASA 79 et CHASA 212 de la DECI communale située rue Colbert ; ◦ une étude des flux thermiques sur l'incendie généralisé du bâtiment ; ◦ une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ; ◦ une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus. <p>En l'absence de réception de ces compléments, un courrier a été transmis à l'exploitant le 21 juin 2022.</p> <p>Interrogé sur ce dossier, le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'un bureau d'étude a été mandaté pour fournir les compléments demandés. Il précise que le SDIS a également été réinterrogé sur les besoins en eau en cas d'incendie sur le site.</p>

L'inspection rappelle que l'ensemble des éléments rappelés ci-dessus sont indispensables à l'administration pour instruire valablement le dossier et juger du caractère substantiel ou non des modifications apportées au site.

Non-conformité n°3 : l'ensemble des éléments d'appréciation n'a pas été apporté au préfet dans le cadre des modifications des conditions de stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues apportées sur le site.

NOUVEAU CONSTAT : L'exploitant présente le jour de la visite une version projet de son dossier de porter à connaissance complété. L'inspection consulte ce document le jour de la visite et indique que ce document devra à nouveau être complété par :

- une transmission des résultats des mesures en simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212 de la DECI communale située rue Colbert ;
- une justification que les besoins en eau peuvent être assurés.
- les notes de calcul évoqués ci-dessus ;
- les notes explicatives évoqués ci-dessus ;

CONSTAT NON SOLDE

Type de suites proposées : Susceptible de suites